



MAROC : PROJET DE SOUTIEN À L'INCLUSION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

L'inclusion économique des jeunes représente un enjeu crucial pour le Maroc. Le gouvernement a lancé des plans ambitieux pour stimuler la création d'emplois, renforcer les compétences des jeunes et favoriser l'entrepreneuriat. Pourtant, la fragmentation des programmes et le difficile alignement entre les compétences recherchées et les profils disponibles sont autant de freins à l'insertion de la jeunesse dans la vie économique du royaume.

Le **Projet de soutien à l'inclusion économique des jeunes**, doté d'une enveloppe de 55 millions de dollars, entend promouvoir des solutions intégrées dans le but d'améliorer l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat dans la région de Marrakech-Safi, en s'appuyant à la fois sur des programmes adaptés aux attentes du marché du travail et sur des synergies renforcées entre parties prenantes — organes centraux, autorités locales et secteur privé.

Objectifs du projet :

Le **Projet de soutien à l'inclusion économique des jeunes** contribuera à améliorer l'accès des jeunes aux opportunités économiques dans la région de Marrakech-Safi. Il financera une approche intégrée de la création de débouchés économiques, à travers des **services personnalisés d'orientation professionnelle et de formation axés sur les compétences recherchées par les employeurs**. Il stimulera par ailleurs l'esprit d'entreprise des jeunes afin de créer des emplois et de développer des chaînes de valeur ayant un fort potentiel en termes de croissance et d'emplois. L'opération bénéficie d'un financement de projet d'investissement assorti d'indicateurs servant de base aux décaissements, un dispositif qui conditionne les versements à la réalisation des objectifs et des résultats définis.



Le projet comporte trois volets :

Volet 1 : Promouvoir l'employabilité et l'inclusion économique des jeunes, grâce à la création d'Espaces Emploi Jeunes (EEJ) qui offriront des services personnalisés d'orientation professionnelle, de formation et d'adéquation à l'emploi aux jeunes sans qualification. Actuellement, 640 911 jeunes de la région ne seraient ni au travail, ni à l'école, ni en formation (NEET). En outre, dans sa grande majorité, la jeunesse est peu qualifiée ou possède des compétences inadéquates aux besoins du secteur privé. Le premier volet du projet veut donc s'atteler aux enjeux de l'adéquation des compétences et de l'employabilité des jeunes.

Les sept provinces de la région et la préfecture de Marrakech auront chacune leur espace emploi, dont la mission consistera à renforcer les compétences des jeunes et à leur offrir des services d'intermédiation professionnelle. La gestion de ces espaces sera confiée à l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC). Des activités régulières de suivi et d'évaluation permettront d'apprécier les résultats d'apprentissage et d'analyser l'état de la demande de compétences, afin d'adapter les programmes de formation, qui conserveront ainsi leur pertinence. Près de 19 000 jeunes femmes et jeunes hommes devraient bénéficier de ce programme au cours des cinq années de mise en œuvre du projet. Les bénéficiaires de ce volet seront âgés de 18 à 34 ans, vivant en ville ou à la campagne, inactifs depuis longtemps, peu qualifiés et travailleurs informels.

Volet 2 : Développer l'écosystème entrepreneurial et accroître les possibilités de création d'entreprises par les jeunes dans la région de Marrakech-Safi. Sous la supervision du Centre régional d'investissement (CRI), un réseau de centres régionaux/provinciaux pour l'entrepreneuriat et le développement économique sera déployé. Points d'accès à des informations et des services liés à l'entrepreneuriat, ces guichets uniques coordonneront l'action publique et les acteurs privés opérant dans l'écosystème local. Ils proposeront également des analyses des filières locales offrant le meilleur potentiel de croissance.

Parallèlement, un programme de développement de l'entrepreneuriat sera mis sur pied par l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), afin de renforcer les capacités et de soutenir financièrement les nouvelles entreprises dans les phases pré- et post-crédation. Le but visé est de favoriser la création de 1 500 entreprises dirigées par des jeunes dans la région pendant les cinq années du projet. Afin d'encourager la création d'emplois pour les jeunes, le projet soutiendra également l'essor de chaînes de valeur propres à la région et offrant un bon potentiel en termes de croissance et d'inclusion. Les bénéficiaires de ce deuxième volet seront de jeunes entrepreneurs, âgés de 18 à 34 ans, porteurs d'un projet viable et axé sur le marché ainsi que les petites et moyennes entreprises opérant dans des filières à fort potentiel.

Volet 3 : Renforcer les capacités de mise en œuvre, pour permettre à tous les acteurs concernés (y compris le ministère du Travail et de l'insertion professionnelle et les autres organes d'exécution) de superviser la concrétisation des activités prévues et de consolider les programmes régionaux d'insertion des jeunes, de formation et de développement territorial. Pour accroître l'efficacité du projet et l'adapter aux attentes du marché du travail, le suivi et l'évaluation font partie intégrante de l'opération, de même que des mécanismes de retour d'informations pour les bénéficiaires. Les institutions impliquées disposeront aussi d'un mécanisme d'observation du marché du travail régional leur permettant de s'adapter à l'évolution des besoins des nouvelles entreprises et de la demande de compétences.



Cadre institutionnel :

Le ministère du Travail et de l'insertion professionnelle est chargé de l'exécution du projet. D'autres parties prenantes seront impliquées dans le déploiement du programme, comme le Secrétariat d'État chargé de la Formation professionnelle, le Centre régional d'investissement (CRI), l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), le ministère de l'Intérieur par l'entremise du programme pour la jeunesse rattaché à l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) ou encore des organisations non gouvernementales locales qui assureront des services de formation et d'orientation professionnelle.

En ligne avec le processus de décentralisation engagé au Maroc, ce dispositif favorise une étroite concertation et l'implication des autorités régionales, sous l'égide du Wali de la région. Le secteur privé sera sollicité tout au long de la mise en œuvre du projet afin de favoriser les synergies entre possibilités d'insertion des jeunes et programmes de formation sur mesure.

Contacts Banque mondiale :

www.banquemondiale.org/fr/country/morocco

Ibtissam Alaoui : ialaoui@worldbank.org

Hind Kadiri : Co-chef d'équipe du projet : hkadiri@worldbank.org

Ana Paula Fialho Lopes : Co-chef d'équipe du projet : alopes@worldbank.org